



## Liste des études parues dans le rapport annuel de la Cour de cassation depuis 1998

### Rapport 2024

- « Les illégalités dans des décisions interlocutoires et leurs répercussions sur la décision définitive en matière répressive » (p. 164)  
M. l'attaché juriste-expert W. YPERMAN
- « L'action du ministère public en matière civile » (p. 175)  
Mme le référendaire C. JOISTEN
- « La protection des droits fondamentaux en matière de mandat d'arrêt européen, à l'aune de la jurisprudence de la Cour de cassation » (p. 192)  
M. le référendaire G.-FR. RANERI

### Rapport 2023

- « Les parties aux procédures civiles exercées devant la Cour de cassation » (p. 238)  
Mme le premier président B. DECONINCK et M. le référendaire P. BRULEZ
- « L'unité de la jurisprudence au niveau des cours suprêmes. Divergences en interne : solutions et bonnes pratiques » (p. 260)
- « Unus iudex ou collégialité : une première exploration des répercussions de la composition du siège des cours d'appel sur la procédure en cassation » (p. 268)  
Mme le premier président B. DECONINCK, Mme l'attaché F. JOOSTEN et M. le référendaire P. BRULEZ
- « Précisions nécessaires : l'action en responsabilité de droit commun des administrateurs en cas d'aveu tardif de faillite, par qui et pour quoi ? » (p. 273)  
Mme le référendaire S. JANSEN

### Rapport 2022

- « L'assistance judiciaire à la Cour de cassation » (p. 288)  
Mme le référendaire N. GOFFLOT et Mme le bâtonnier de l'Ordre des avocats à la Cour de cassation C. DE BAETS
- « Le contrôle par la Cour de cassation de l'interprétation des écrits dans sa nouvelle forme doctrinale » (p. 320)  
M. le référendaire J. TANGHE
- « L'immunité de responsabilité civile de l'employeur et du préposé en cas de concours avec la faute d'un tiers coresponsable » (p. 320)  
M. le référendaire M. DE POTTER DE TEN BROECK
- « L'évaluation des dommages-intérêts complémentaires dus à l'acheteur en cas de résolution du contrat pour inexécution fautive du vendeur : quid si l'acheteur a conclu un contrat de vente de remplacement ? » (p. 321)  
Mme le référendaire A. LENAERTS

## Rapport 2021

- « Analyse statistique de la jurisprudence de la Cour de cassation au cours de la période 2000-2020. Une invitation à réflexion ! » (p. 192)  
Mme le premier président B. DECONINCK, Mme le conseiller I. COUWENBERG, MM. les référendaires FL. PARREIN et P. BRULEZ et M. l'attaché A. BAYRAK
- « L'assureur incendie doit-il également couvrir le copropriétaire d'un bien assuré, pour lequel un autre copropriétaire a souscrit une assurance incendie ? » (p. 240)  
Mme le référendaire S. GUILIAMS
- « Le secret professionnel des psychologues dans le cadre d'abus sexuels dont un mineur est soupçonné d'être la victime » (p. 240)  
M. le référendaire P. BRULEZ
- « Exigences linguistiques strictes pour l'étiquetage des aliments : protectionnisme nationaliste ou protection de la culture et des consommateurs ? » (p. 241)  
Mme le référendaire S. JANSEN

## Rapport 2020

- « La jurisprudence de la Cour de cassation en matière de coronavirus Covid-19. Continuité, équilibre et nouveaux défis » (p. 171)  
Mme le référendaire A. MEULDER

## Rapport 2019

- « La contribution de la Cour de cassation à la mise en œuvre du droit européen en matière répressive. Influence de la jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne et plasticité de celle de la Cour de cassation » (p. 140)  
M. le conseiller FR. LUGENTZ
- « La détention préventive inopérante : état des lieux » (p. 181)  
MM. les avocats généraux J.M. GENICOT et M. TIMPERMAN et M. le référendaire G.-FR. RANIERI

## Rapport 2018

- « Le rôle du droit comparé dans la jurisprudence de la Cour de cassation » (p. 159)  
M. le président de section E. DIRIX

## Rapport 2017

- « L'obligation du juge civil de soulever d'office les fondements juridiques et les moyens de droit » (p. 168)  
M. le conseiller B. WYLLEMAN

## Rapport 2016

- « La jurisprudence de la Cour de cassation à la suite des réformes de la procédure en cassation en matière pénale » (p. 160)  
MM. les avocats généraux D. VANDERMEERSCH et M. NOLET DE BRAUWERE
- « Quelques évolutions récentes de la procédure en cassation en matière civile » (p. 190)  
Mme le président de section M. REGOUT

### Rapport 2014

- « La loi du 10 avril 2014 modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la procédure devant la Cour de cassation et la procédure en récusation : capita selecta » (p. 135)  
Mme le référendaire A. MEULDER

### Rapport 2013

- « La réforme de la procédure en cassation en matière pénale — La proposition 2012 et son cheminement » (p. 117)  
M. le référendaire G.-FR. RANERI

### Rapport 2011

- « Aperçu de la jurisprudence de la Cour de cassation en matière de dessaisissement du juge (1er janvier 2000 - 30 septembre 2011) » (p. 102)  
M. le magistrat délégué E. VAN DOOREN

### Rapport 2010

- « L'assistance judiciaire à la Cour de cassation » (p. 117)  
M. le conseiller A. FETTWEIS

### Rapport 2009

- « Quinze années de jurisprudence de la Cour de cassation en matière de douanes et accises » (p. 192)  
Mme le référendaire A. BOSSUYT, M. l'avocat général P. DUINSLAEGER, M. le président de section L. HUYBRECHTS et M. le magistrat délégué E. VAN DOOREN

### Rapport 2008

- « Interprétation ou adaptation de l'obligation de motivation en vue de lutter contre l'arriéré judiciaire » (p. 212)  
M. le référendaire S. MOSSELMANS, sous la direction de M. le président de section J. DE CODT et de M. l'avocat général délégué PH. DE KOSTER
- « Les dépens devant la Cour » (p. 263)  
M. le président I. VEROUGSTRAETE

### Rapport 2007

- « La question préjudicielle posée à la Cour de cassation prévue par la loi coordonnée du 15 septembre 2006 sur la protection de la concurrence économique » (p. 203)  
Mme le référendaire A. BOSSUYT, sous la direction de M. le président I. VEROUGSTRAETE

### Rapport 2006

- « Aspects procéduraux de la substitution de motifs par la Cour de cassation en matière civile » (p. 181)  
M. le référendaire D. DE ROY, sous la direction de M. le président de section E. WAÛTERS, de M. le conseiller J. DE CODT et de M. l'avocat général G. DUBRULLE
- « La "loi" au sens de l'article 608 du Code judiciaire » (p. 199)

M. le référendaire P. LECROART, sous la direction de M. le président de section CL. PARMENTIER et de M. l'avocat général délégué PH. DE KOSTER

#### **Rapport 2005**

- « La jurisprudence de la Cour sur l'applicabilité en matière répressive des articles 700 à 1147 du Code judiciaire » (p. 166)  
MM. les référendaires G.-FR. RANERI et M. TRAEST, sous la direction de M. le président de section FR. FISCHER, de M. le conseiller P. MATHIEU et de M. l'avocat général délégué PH. DE KOSTER

#### **Rapport 2004**

- « Les sanctions administratives » (p. 184)  
M. le référendaire G. VAN HAEGENBORGH et Mme le référendaire I. BOONE, sous la direction de M. le conseiller L. HUYBRECHTS, de M. le premier avocat général J.-FR. LECLERCQ et de M. le président I. VEROUGSTRAETE

#### **Rapport 2003-II**

- « L'étendue de la cassation en matière répressive et la règle de l'unité et de l'indivisibilité de la décision sur la culpabilité et sur la peine — Évolution de la jurisprudence de la Cour, dans le sillage de l'arrêt Van Esbroeck, du 8 février 2000 » (p. 73)  
M. le procureur général baron J. DU JARDIN, M. le référendaire M. TRAEST et Mme le magistrat délégué M.-R. MONAMI
- « Analyse du contentieux soumis à la Cour de cassation et considérations sur la régulation de ce contentieux » (p. 84)  
M. le référendaire TH. ERNIQUIN, avec le concours de Mme le conseiller S. VELU

#### **Rapport 2003-I**

- « Principes généraux du droit » (p. 115)  
Mme le référendaire A. BOSSUYT, sous la direction de M. le président I. VEROUGSTRAETE
- « Le pourvoi en cassation immédiat contre des décisions non définitives au sens de l'article 416, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle » (p. 162)  
M. le conseiller L. HUYBRECHTS et M. le référendaire G.-FR. RANERI

#### **Rapport 2002**

- « La Cour de cassation et la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales » (p. 130)  
M. le référendaire G.-FR. RANERI et Mme la référendaire A. DE WOLF, sous la direction de M. le président I. VEROUGSTRAETE, de M. le premier avocat général J.-FR. LECLERCQ et de M. le président de section M. LAHOUSSE
- « La modification de la demande dans le cadre de l'article 807 du Code judiciaire » (p. 177)  
M. le référendaire S. MOSSELMANS

#### **Rapport 2001**

- « Le ministère public dans la procédure devant la Cour de cassation et les nouvelles modalités de procédure devant la Cour après la réforme du 14 novembre 2000 » (p. 30)

M. le président I. VEROUGSTRAETE et M. l'avocat général G. BRESSELEERS

- « Détention préventive » (p. 182)

M. le procureur général baron J. DU JARDIN, MM. les conseillers L. HUYBRECHTS et J. DE CODT, MM. les avocats généraux M. DE SWAEF et P. DUINSLAEGER et M. le référendaire F. SWENNEN

#### **Rapport 2000**

- « De quelques matières particulières » (p. 98)

#### **Rapport 1999**

- « Dessaisissement et récusation » (p. 60)
- « L'assistance judiciaire devant la Cour de cassation » (p. 74)
- « Les premières applications de la loi Franchimont » (p. 96)
- « La Cour de cassation et la Cour d'arbitrage » (p. 104)

#### **Rapport 1998**

- « Motivation des arrêts de la Cour de cassation » (p. 74)